APRÈS LES GARDES COMMUNAUX

Les patriotes investiront, lundi, Alger

La révolte victorieuse des gardes communaux a fait des émules. Les patriotes, de loin moins lotis que les gardes communaux, décident à leur tour de battre le pavé pour se faire entendre. Ils prévoient, dès le lundi 11 avril, d'observer un sit-in ouvert devant le Sénat, à Alger.

Sofiane Aït-Iflis (Le Soir)- Les patriotes, engagés en 1994 pour suppléer l'ANP dans la lutte contre le terrorisme islamiste, revendiquent, à l'instar des gardes communaux, un statut professionnel assorti d'une réparation morale et financière. Ces doléances ainsi que d'autres sont consignées dans une plate-forme qu'ils comptent remettre lundi au président du Sénat, Abdelkader Bensalah, pour qu'à son tour il la transmette au président de la République. Patriote de Boufarik, désigné coordinateur national du mouvement par ses homologues des différentes wilayas, Tarek Chekroum évoque la situation désastreuse des patriotes : «Dans certaines wilayas, comme M'sila, Djelfa et Médéa, les patriotes n'ont perçu aucun sou depuis 1995. Ceux qui demeurent encore opérationnel ont été les grands oubliés des dernières augmentations du salaire national minimum garanti (SNMG).»

Un patriote opérationnel perçoit une mensualité d'environ 22 000 dinars. Ceux qui ne servent plus sont laissés-pour-compte. Les blessés parmi eux dans des attentats terroristes ou lors d'opérations de ratissage perçoivent des pensions selon la gravité de leurs blessures.

Les blessures invalidantes donnent droit, selon Tarek Chekroum, à des pensions oscillant entre 10 000 et 12 000 dinars. Lui-même fut blessé à Boufarik. Il perçoit, indique-t-il, titre de pension à l'appui, 4 300 dinars par mois, l'équivalent d'un quintal de semoule.

Le coordinateur national des patriotes nous a appris que les patriotes sont engagés sur la base de contrats annuels renouvelables. Mais il arrive que des contrats ne soient pas renouvelés et que des patriotes se retrouvent sans préavis ni indemnités, renvoyés à la vie civile. «Comme d'autres patriotes, je peine à trouver un emploi. Je me suis engagé comme patriote à l'âge de 22 ans, aujourd'hui j'ai 40 ans et, sans travail, je suis réduit à survivre avec une minable pension de 4 300 dinars par mois», confie attristé, retenant difficilement un sanglot, Tarek Chekroum. Et c'est pour sortir de cette situation de précarité qu'il a entrepris avec d'autres camarades d'engagement et de combat de mobiliser les patriotes pour revendiquer solidairement leurs droits. Ils sont parvenus, après deux mois pleins de consultations, à se mettre d'accord pour, outre le statut, à réclamer une compensation financière pour l'ensemble des 16 années passées à combattre le terrorisme.

A revendiquer aussi une prise en charge pour les familles des patriotes assassinés ainsi que la revalorisation des pensions pour les blessés. Pour ce faire, ils comptent entamer, dès ce lundi, un sit-in devant le Sénat. Un sit-in qu'ils disent maintenir ininterrompu jusqu'à gain de cause. Exactement comme l'ont fait les gardes communaux.

S. A. I.

Un jeudi contestataire à Oran

La journée de jeudi dernier, à Oran, a été marquée par divers mouvements de protestation contre les conditions socioprofessionnelles, mettant sur les charbons ardents les forces de sécurité qui sont intervenues pour disperser des étudiants.

En effet, pour la deuxième journée consécutive, les étudiants d'architecture de l'USTO sont sortis dans la rue pour exiger l'application d'un décret qui leur conférera un vrai diplôme d'architecte d'Etat. Empruntant le même itinéraire que celui de mercredi dernier, sans toutefois perturber la circulation, les étudiants dont un grand nombre d'étudiantes, à peine arrivés au niveau de la cité de l'USTO, ont fait les frais d'une intervention policière très musclée. Les URS à coups de matraque ont dispersé les jeunes étudiants et interpellé plus d'une dizaine d'entre eux. Ces «futurs architectes» ont tenté de fuir et de se protéger en se dirigeant vers les autres trottoirs où ils ont été rattrappés par les policiers. Et même les étudiantes n'ont pas été épargnées, également frappées parfois à même le sol à coups de pied. Panique et consternation parmi les étudiants qui ne comprenaient pas ce déferlement de violence. «Nous leur avons demandé si en restant sur les trottoirs, on pouvait marcher et ils nous ont dit oui… Nous avons des camarades blessés qui ont reçu des coups de matraque à la tête…», a raconté un délégué. Les étudiants, malgré ce qu'ils ont subi, sont restés groupés au rond-point Morchid à attendre la libération de leurs camarades ; dont deux filles, ce qui sera fait une heure plus tard. Ceux qui ont été touchés et qui portaient des traces de coups se sont rendus par la suite à la Ligue des droits de l'homme (LADDH), avons-nous appris, pour y déposer des plaintes contre les policiers, auteurs de coups. Dans un autre campus des étudiants ont, eux aussi, manifesté en organisant un sit-in et en bloquant l'accès de l'ex-IAP. Ce sont les étudiants de maintenance et sécurité industrielle qui bouclent deux mois de grève. Les enseignants contractuels ont aussi choisi la rue pour exprimer leurs revendications. Plus d'une centaine ont manifesté devant le siège de la direction de l'éducation pour demander leur titularisation. A la périphérie d'Oran, les médecins résidents, qui sont en grève illimitée, n'étaient pas en reste, avec un regroupement à l'EHU. La veille, les médecins grévistes s'étaient vu refuser l'accès à cet établissement hospitalier, ce qui ravivera le ressentiment. Forts du soutien de leurs collègues maîtres assistants et de certains professeurs, les médecins résidents poursuivent leur débrayage d'autant plus qu'ils ont constaté que les fameuses commissions installées par le ministère de la Santé n'avaient aucun pouvoir. «C'est de la mascarade !», nous ont-ils lâché. **Fayçal M.**

EL-HASSANIA (AÏN-DEFLA)

Deux gardes communaux sautent sur une mine piégée : 1 mort et 1 blessé grave

El-Hassania, une commune située à l'extrême sud de la wilaya, dans la daïra de Bathia, a été la cible jeudi dernier vers 14h30, au lieu-dit Oued Boumerchiche, à quelque 2 km à l'entrée Est de la ville partant de Djelida, d'un attentat terroriste qui a fait deux victimes, des gardes communaux, dont l'un a péri dans l'explosion d'un engin piégé et un autre grièvement blessé. Selon des sources locales dignes de foi, l'engin de mort avait été enfoui près d'un rucher situé non loin d'un détachement de la garde communale. Le corps de la victime a été évacué à l'hôpital de Aïn-Defla, tandis que le blessé après avoir reçu les premiers soins à Aïn-Defla a été évacué vers l'hôpital d'Aïn-Naâdja. Faut-il rappeler que les communes El-Hassania, Belaâs, Bathia, El-Maien, situées sur les contreforts de la chaîne de montagne de l'Ouarsenis ont constitué durant toute la décennie, 1990 et même quelques années après une zone où les groupes armés avaient imposé leur loi aux populations qui ont payé un lourd tribut. Cet attentat est-il un acte isolé ou s'inscrit-il dans une réactivation de ces groupes après une période de longue accalmie ? **Karim O.**

LES FAMILLES DE VICTIMES DU TERRORISME POURSUIVENT LA PROTESTATION

Sit-in demain devant le Palais du gouvernement

Des centaines de familles de victimes du terrorisme promettent de rester mobilisées et d'organiser demain un autre sit-in devant le siège du Palais du gouvernement. Après des rassemblements tenus au cours du mois de mars dernier au niveau de l'APN, de la présidence et du palais du gouvernement, ces familles expliquent qu'elles ont déposé leur plate-forme de revendications au niveau de ces trois institutions sans pour autant recevoir de réponse à ce jour. Ces familles revendiquent l'instauration d'une instance étatique chargée des affaires des victimes du terrorisme, ainsi que la promulgation d'un statut de la victime du terrorisme qui «consacrerait la sauvegarde de la mémoire collective ainsi que leurs intérêts moraux et matériels». Elles exigent aussi la conservation des archives et témoignages relatifs à la genèse et au déroulement des événements lors de la décennie noire. Déterminés à tenir des «journées de colère» et des rassemblements régionaux si leurs revendications ne sont pas prises en considération, les protestataires précisent qu'ils ne sont adhérents à aucune des associations des familles de victimes du terrorisme. **F.- Z. B.**

AHMED OUYAHIA À PROPOS DES ÉVÈNEMENTS DE JANVIER DERNIER :

«L'argent sale est le plus grand bénéficiaire»

«Le plus grand bénéficiaire des événements de janvier dernier ? C'est l'argent sale» ! C'est ce qu'affirmait, hier, pour la seconde fois en une semaine Ahmed Ouyahia. Cette fois au cours d'une conférence de presse qu'il a animée à l'issue des travaux du conseil national de son parti, le RND.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «L'Etat a-t-il reculé ? Oui. Mais ce n'est que partie remise», expliquera le Premier ministre à propos du gel de toutes les mesures économiques précédemment décidées en vue de combattre l'économie informelle. Ouyahia le reconnaît : «L'argent sale a obtenu, au moins en partie, ce qu'il voulait» avec notamment le renoncement de l'Etat à imposer l'usage du chèque bancaire pour toutes les transactions. Pour le patron du RND, ce recul est imposé par la conjoncture exceptionnelle, tant nationale qu'internationale. «Nous gérons une situation.»

Il s'explique davantage : «Mon propos ne signifie pas qu'il n'y avait pas un terreau favorable à cette situation.» Telle de l'essence versé par terre et qui n'attendait, ajoutait il, «qu'une étincelle pour que le feu prenne. Par qui ? Les lobbys de l'argent sale qui sont si puissants qu'ils peuvent même s'emparer du pouvoir», mettra-t-il en garde sans toutefois aller jusqu'à identifier clairement ces «lobbys». Pour autant, et comme il l'avait déjà déclaré lors de son passage à la télévision la semaine dernière, comme c'est également la ligne officielle du pouvoir depuis des mois, Ouyahia insiste : «La crise est sociale et économique mais pas politique.

Ce n'est pas parce que quelqu'un crie que l'huile est chère que nous traversons une crise politique», ironisera-t-il. Et il joue sur les comparaisons. «Le port de Marseille avait été complètement paralysé par les travailleurs ; la France avait connu un conflit social de trois semaines à cause du problème des retraites. A-t-on pour autant parlé de crise politique dans ce pays ?» Il enfonce le clou : «Ce n'est pas un vent de révolution qui souffle sur le pays comme le prétendent certains mais un vent soixante-huitard.» Cette dernière comparaison de la situation en cours en Algérie avec les événements de Mai 1968 en France est tout sauf innocente. Cela signifie que tout, depuis le mois de janvier, n'est qu'actions juvéniles et nullement une révolution ou une action d'envergure qui serait le fait d'acteurs politiques majeurs. Ce qui ne nécessite, dès lors, aucune mesure politique spectaculaire.

Ouyahia, qui avait déjà eu à exprimer son opposition à toute idée de recourir à l'élection d'une assemblée constituante, annoncera, en quelque sorte, tout ce qui sera ou ne sera pas décidé au plan politique.

Car, et même s'il s'exprime en tant que secrétaire général du RND, le chef de l'exécutif ne se prononce jamais que sur de «l'officiel». En affirmant ainsi que «le RND s'opposerait à une révision constitutionnelle qui proposerait un régime parlementaire», cela veut dire que cette option est exclue par le pouvoir. Quand il dit qu'«il n'y a aucune raison pour organiser des législatives anticipées» cela veut dire que cette éventualité est également exclue à haut niveau de l'Etat.

En revanche, Ouyahia plaide en faveur d'autres réformes, et qui auront donc lieu, sans aucun doute. C'est le cas «d'une révision constitutionnelle même profonde». Une révision prévue depuis 2008 et qui ira dans le sens de la consolidation du régime présidentiel. C'est le cas, aussi, «de tout chantier d'amendements de lois régissant l'activité politique». Ouyahia cite même «la loi sur les partis, la loi sur le régime électorale, le code de l'information».

De même qu'il confiera que le groupe parlementaire du RND «a, à lui tout seul, fait 150 propositions d'amendements pour l'avant-projet de loi sur le code communal au niveau de la commission juridique de l'Assemblée». Autrement dit, le texte présenté au niveau de l'APN sera «profondément» revu.

«Pas de présidence à vie»

Visiblement gêné par l'impact de sa réponse, la semaine dernière à la télévision à la question concernant son «destin de présidentiable», Ouyahia a tenu à rectifier le tir lorsqu'il répondait, hier, à une question similaire : «Je voulais tout simplement dire (à la télévision, ndlr) que personne n'est là à vie. Et là, je peux même me permettre de le dire au nom du président de la République en personne : personne n'est là à vie». Serait-ce, là, une façon d'annoncer le retour à la situation d'avant-novembre 2008, à savoir la limitation constitutionnelle du nombre de mandats présidentiels ? Fort probable.

Ce qui reste une certitude, par contre, c'est le maintien de l'interdiction des marches à Alger. «Il y a certains qui veulent un Maidan Tahrir à Alger. Je vous rappelle seulement que, nous, nous l'avons eu en 1991 déjà. S'il y a une chose qui serait une honte en Algérie, ce serait que des citoyens se cognent dessus.» Prenant soin de ne citer personne, Ouyahia motive cette interdiction par des considérations de sécurité. «Quand vous organisez une marche, il faut être en mesure d'assurer un service d'ordre à même d'éviter les débordements», laissant entendre que personne n'est en mesure de le faire.

«Plus aucun Algérien ne mourra pour autrui»

S'exprimant par ailleurs sur la brûlante actualité internationale, particulièrement en Libye, Ahmed Ouyahia niera toute ambiguïté quant à la position de l'Algérie. «Ambiguïté ? Pourquoi ? Vous voulez qu'on soutienne Benghazi ? Nous ne soutenons aucune partie et si Benghazi arrive au pouvoir, nous traiterons avec elle. Il y a eu un changement de régime en Tunisie et en Égypte et nos relations avec ces deux pays sont restées les mêmes», répondra-t-il en substance. Avant d'ajouter : «Vous (la presse) avez beaucoup commenté un entretien téléphonique entre le Premier ministre algérien et le vice-président américain.

Mais si vous revoyez la déclaration, vous vous rendrez compte qu'à aucun moment le vice-président américain a dit que le Premier ministre algérien a dit, mais que le vice-président et le Premier ministre ont parlé de…»

Le Premier ministre explicite davantage son propos : «Au RND, nous n'accepterons plus jamais qu'un seul Algérien ne meure pour une cause autre que pour l'Algérie. Nous avons sacrifié beaucoup de nos enfants pour d'autres causes, comme la Palestine. Mais quand, nous, nous vivions l'enfer, nous n'avons trouvé personne à nos côtés.»

K. A.